

Mehmet Ali Talat appelle à une accélération du processus de négociations à Chypre.

mercredi 24 juin 2009, par [Jean Marcou](#)

Les négociations sur la réunification de Chypre s'éternisent. L'enthousiasme qui avait suivi, en février 2008, l'élection de Dimitri Christofias et qui avait vu, en avril 2008, l'ouverture du check-point de Ledra Street (l'une des principales artères commerçantes de Nicosie fermée après les affrontements intercommunautaires de 1964 et l'intervention militaire turque de 1974, cf. photo) est indiscutablement retombé.

Depuis septembre 2008, les négociations menées entre les deux communautés sont passées par des hauts et des bas. Certes, elles s'étaient ouvertes dans un climat chaleureux, amplifié par les liens personnels existants entre les deux présidents. Dimitri Christofias et Mehmet Ali Talat se connaissent en effet de longue date, pour avoir dans leur jeunesse milité ensemble au parti communiste chypriote. Beaucoup d'observateurs avaient aussi fondé leurs espoirs dans la procédure choisie pour mener ces négociations. Celle-ci privilégie les contacts directs entre les responsables des deux communautés et s'appuie sur des instances (groupes de travail et comités techniques) sensées s'attaquer aux problèmes de fond qui subsistent. Mais, alors que l'on a à plusieurs reprises annoncé l'imminence d'un règlement, ce dernier se fait attendre... Les Grecs ont accepté une solution fédérale, mais celle-ci reste trop centralisatrice aux yeux des Turcs qui, minoritaires, défendent pied-à-pied une autonomie qui est considérée par les Grecs comme une solution confédérale déguisée, maintenant deux entités politiques chypriotes.

Or la lenteur à faire aboutir ces négociations rend leur issue de plus en plus incertaine. En premier lieu, cette situation ouvre la voie à la survenance d'incidents prompts à s'envenimer. On se souvient de l'émotion provoquée par les révélations de l'acteur turc Attila Olgaç, qui sur une chaîne de télévision, en janvier 2009, avait avoué avoir tué une dizaine de prisonniers grecs pendant de l'intervention de 1974. En second lieu, il faut aussi compter avec les alternances politiques possibles. Si côté grec, Christofias, qui vient d'être élu, a de la marge, côté turc, en revanche Mehmet Ali Talat arrive au bout de son mandat, des élections présidentielles devant avoir lieu l'an prochain en République turque de Chypre du nord. Or, les élections législatives qui y ont vu, en avril dernier, la victoire du parti de l'unité nationale fondé par Rauf Denktas et rival des partisans de Mehmet Ali Talat, laisse fort mal augurer du prochain rendez-vous électoral présidentiel. C'est ce qui a amené le président chypriote turc sortant à réitérer récemment son appel en vue d'une solution rapide ; un appel qui a régulièrement été repris, au cours des dernières mois, par plusieurs responsables turcs en particulier le premier ministre, Recep Tayyip Erdoğan et les ancien et nouveau ministres des affaires étrangères, Ali Babacan et Ahmet Davutoğlu.

Il faut dire que le règlement de la question chypriote revêt une importance capitale pour l'avenir des négociations de la Turquie avec l'Union Européenne. En effet, à la suite de l'échec du plan Annan en 2004, Ankara a refusé d'appliquer l'Accord d'Union Douanière à la République de Chypre devenue membre de l'UE, et en particulier d'ouvrir ses ports et aéroports aux navires et aéronefs chypriotes grecs. Ce refus, qui avait déjà failli faire échouer l'ouverture des négociations entre Ankara et Bruxelles avant 2005, a été sanctionné, en 2006, par l'Union européenne qui a gelé 8 chapitres de ces négociations et lancé un ultimatum à la Turquie pour que cette situation soit résolue avant la fin de l'année 2009. Et l'on voit mal comment elle pourrait l'être, sans un règlement de la question chypriote. Dès lors, on comprend que ce règlement est aussi important pour l'avenir des relations turco-européennes.

Mais il est aussi politiquement important pour le gouvernement de l'AKP car si les négociations devaient échouer et conduire à une victoire des adversaires de Mehmet Ali Talat, le gouvernement de Recep Tayyip Erdoğan se retrouverait à devoir composer à Chypre du nord, avec un gouvernement nationaliste ayant

des liens étroits avec l'establishment politico-militaire et susceptible de perturber dans le jeu politique national. Les noms de Rauf Denктаş et de son premier ministre, Derviş Erođlu, n'ont-ils pas été cités par le deuxième acte d'accusation de l'affaire « Ergenekon », rendu public le 8 avril dernier. L'intérêt du gouvernement turc pour une solution à Chypre n'est donc pas seulement européen mais revêt également des aspects politiques intérieurs évidents. Mais cela conduira-t-il pour autant la partie turque à des concessions décisives dans les prochaines semaines ?

Sources

Article publié le 18 juin 2009 sur le blog de l'OViPoT sous le titre « [Ali Talat appelle à une accélération du processus de négociations à Chypre.](#) »